



Le: 08.01.2026

Par: BreakFree Suisse

Sujet: Réponse à la procédure de consultation 2025/61:

https://fedlex.data.admin.ch/eli/dl/proj/2025/61/cons_1

Réponse de BreakFree Suisse à la consultation sur la modification de la loi sur les banques et de l'ordonnance sur les fonds propres (couverture des participations étrangères au moyen de fonds propres de la banque mère des banques d'importance systémique)

Chère Madame, Cher Monsieur,

Nous vous remercions pour l'opportunité de nous exprimer sur le sujet susmentionné dans le cadre de la procédure de consultation.

Vous trouverez notre réponse ci-dessous.

Cordiales Salutations,

BreakFree Suisse

Table des Matières:

I. Introduction.....	2
II. Exposition financière au risque de réputation.....	4
III. Tendances récentes et historiques en matière d'exposition au risque de réputation.....	8
IV. Conclusion.....	18
V. Annexes.....	20

I. Introduction

Le renforcement des exigences en matière de fonds propres vise à remédier à la protection insuffisante de la banque mère contre les risques liés aux participations dans des filiales étrangères qui sont, selon le **rapport explicatif relatif à l'ouverture de la procédure de consultation**, « *des actifs pouvant présenter de nombreux risques et subir une forte baisse de valeur en peu de temps, affectant ainsi de manière significative la base de fonds propres de la banque mère* », comme l'a mis en évidence **la crise de Credit Suisse**.¹

Les risques peuvent être classés en plusieurs catégories. Au cours des dernières années, les autorités de réglementation ont accordé une importance accrue à la mesure et à l'évaluation du **risque de réputation**. Il existe **plusieurs définitions**, mais nous entendons par risque de réputation « *le risque découlant d'une perception négative de la part des clients, des contreparties, des actionnaires, des investisseurs, des détenteurs de titres de créance, des analystes de marché, d'autres parties concernées ou des autorités de réglementation, qui peut nuire à la capacité d'une banque à maintenir ses relations commerciales existantes ou à en établir de nouvelles, ainsi qu'à son accès continu à des sources de financement (par exemple, par le biais des marchés interbancaires ou de titrisation)* », tel que défini par le **Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB)**. Le cadre de Bâle II comprend également des orientations sur le risque de réputation dans le pilier 2, qui exigent un soutien implicite : « *Le risque de réputation peut conduire à la fourniture d'un soutien implicite, qui peut donner lieu à des risques de crédit, de liquidité, de marché et juridiques, lesquels peuvent tous avoir un impact négatif sur les bénéfices, la liquidité et la situation financière d'une banque. Une banque doit identifier les sources potentielles de risque de réputation auxquelles elle est exposée* ».²

En amont d'événements tels que des sanctions judiciaires lourdes ou une couverture médiatique négative, le **risque de réputation** se manifeste à travers **des facteurs de risque concrets** et peut être évalué à travers **l'exposition à des secteurs corrompus**, la **dépendance à l'égard de contreparties opaques**, les **liens avec des personnes politiquement exposées (PPE)** dans des environnements juridiques fragiles, la participation à des projets destructeurs sur le plan environnemental et social, et les **échecs répétés des contrôles anti-blanchiment (AML)**.

Les événements qui ont entouré **l'effondrement de Credit Suisse**, ainsi que les conclusions ultérieures de la **FINMA** faisant état de « **graves lacunes** » dans la **gouvernance des risques**, fournissent un contexte important pour la présente consultation. Ils illustrent la façon dont les faiblesses dans le contrôle et la surveillance des risques au sein des grandes banques peuvent, à terme, **se traduire par des risques plus larges pour la stabilité financière de l'économie Suisse**.

Comme l'indique le rapport explicatif, **dans le cas d'UBS, la part de participation dans les filiales étrangères est élevée par rapport à la base de capital de la banque mère**.

¹ <https://www.efd.admin.ch/dam/fr/sd-web/5oBb-t6pz1qz/eigenmittel-erlaeuternder-bericht-fr.pdf>

² Ciaponi, G., et. al. (2021). *Reputational Risk for financial institutions: a proposal of quantitative approach*. *Risk Management Magazine*, Vol. 16, Issue 2 (Excerpt 5). AIFIRM.

Dans notre analyse, en nous appuyant **sur des données récentes en matière de financement et d'investissement**, nous montrons qu'UBS, par l'intermédiaire de ses filiales étrangères, est **fortement exposée à des secteurs et à des projets caractérisés par certains ou l'ensemble des facteurs de risque énumérés**. Nous démontrons en outre l'**existence de schémas récurrents de risques élevés** et de faiblesses en matière de gouvernance qui **reflètent nettement l'architecture de risques qui a précipité la crise de Credit Suisse** et qui justifient la nécessité de capitaliser pleinement les participations étrangères, conformément aux **objectifs du cadre révisé « Too-Big-To-Fail »**.

Malgré son engagement public en faveur d'une « **culture du risque conservatrice**»³ UBS entretient des relations financières **étroites et répétées** avec des acteurs opérant dans certains des secteurs les **plus propices aux phénomènes de corruption** : pétrole et gaz, exploitation minière, agro-industrie et commerce de matières premières. Dans le secteur bancaire, la **nature du secteur d'activité** d'un client et sa position dans la chaîne de valeur déterminent directement les risques juridiques, politiques et financiers encourus par les institutions qui accordent des prêts, incluent ces acteurs dans leurs portefeuilles ou leur offrent des services de conseil et de souscription. De nombreuses recherches internationales montrent que l'industrie extractive est **structurellement sujette à la corruption, à l'emprise politique et à l'instabilité réglementaire**, en particulier dans les juridictions où les **cadres juridiques sont fragiles**, notamment dans de nombreux pays à faible revenu.^{4 5 6 7 8 9} Fedpol souligne ces **vulnérabilités systémiques** : dans un rapport d'avril 2019 sur les « *activités dans le domaine des matières premières* », elle met en garde contre les **risques élevés de corruption liés à l'implication d'entreprises publiques et de fonctionnaires étrangers**, à l'ampleur des gains potentiels, à l'**opacité des transactions** - en particulier la **vente d'actifs publics** - et à l'**absence de réglementations spécifiques ou de normes internationales régissant ces opérations**.¹⁰ Dans ce contexte, les investissements importants, les mandats de conseil et les opérations de souscription d'UBS connectent la banque à de multiples réseaux à haut risque.

La sensibilité et l'exposition en termes de réputation liées à la corruption dans ces secteurs sont aujourd'hui amplifiées par **l'histoire récente des institutions financières** qui ont subi de graves dommages en termes de réputation et de bilan financier à la suite de scandales de corruption. L'effondrement de Credit Suisse illustre à quel point ces pratiques peuvent devenir corrosives et déstabilisantes pour l'ensemble de la place financière suisse.^{11 12}

³ <https://edition.cnn.com/2023/03/23/investing/credit-suisse-ubs-impact-switzerland/index.html>

⁴ U4 Chr Michelsen Institute, 2024 <https://www.u4.no/topics/oil-gas-and-mining/basics>

⁵ <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2022-14-incorporation-offshore-shell-companies-indicator-corruption-risk-extractive-industries.pdf>

⁶ *Oil, politics, and “Corrupt Bastards”*, James et. al., 2022, Journal of Environmental Economics and Management <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S009506962100139X>

⁷ *Corruption as a natural resource curse: Evidence from the Chinese coal mining*, Dong et. al., 2019, China Economic Review <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1043951X19300756>

⁸ OECD Foreign Bribery Report, 2014, https://www.oecd.org/en/publications/corruption-in-the-extractive-value-chain_9789264256569-en.html

⁹ <https://fr.scribd.com/document/334560914/EY-Managing-Bribery-and-Corruption-Risk-in-the-Oil-and-Gas-Industry>, 2012

¹⁰ <https://www.fedpol.admin.ch/dam/fedpol/fr/data/kriminalitaet/geldwaescherei/nra-berichte/nra-bericht-april-2019-f.pdf>

¹¹ <https://www.reuters.com/business/finance/credit-suisse-collapse-threatens-switzerlands-wealth-management-crown-2023-03-22/>, 2023

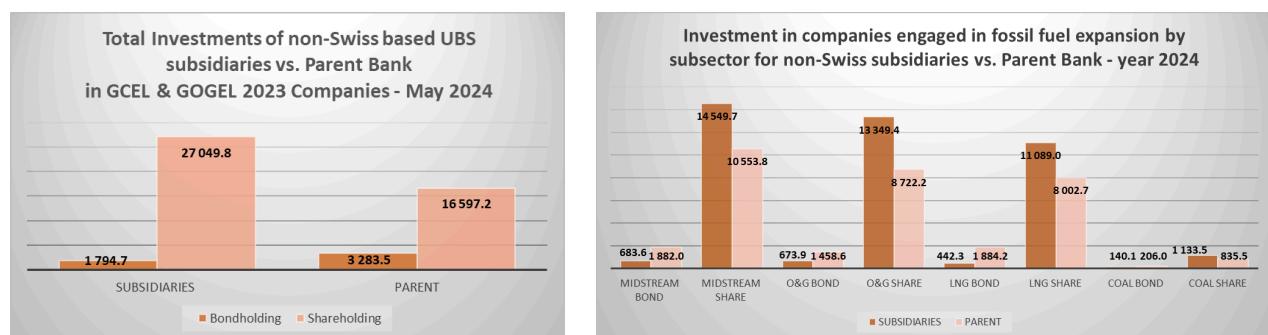
¹² 2023, <https://www.bbc.com/news/business-65009996>

II. Exposition financière au risque de réputation

Dans la section suivante, nous présentons des preuves détaillées de l'exposition financière d'UBS – principalement par l'intermédiaire de ses filiales étrangères – aux investissements dans **l'expansion des énergies fossiles par secteur**, au financement des énergies fossiles et par voie de conséquence à des projets associés à un **risque de réputation élevé**. Les données utilisées dans cette analyse combinent **l'exposition aux investissements et les flux financiers bancaires** provenant de **deux sources complémentaires**.

Investing in Climate Chaos 2024 recueille des **données sur les investissements**, à savoir les portefeuilles **d'obligations et d'actions** détenus par les banques et les gestionnaires d'actifs dans les entreprises du secteur des énergies fossiles, reflétant l'allocation de capital à long terme et l'exposition inhérente à la propriété. *Banking on Climate Chaos 2025* fournit des **données sur les flux financiers**, en suivant les **activités de prêt et de souscription** des banques – y compris les prêts aux entreprises et aux projets, la souscription d'obligations et les émissions d'actions – entre 2021 et 2024. Ces données financières attribuent la valeur totale de chaque transaction aux banques participantes au moment de l'engagement, que les fonds soient ensuite prélevés ou remboursés. Elles reflètent ainsi le **rôle actif des banques dans l'expansion des énergies fossiles** par le biais de l'octroi de crédits et de l'intermédiation sur les marchés financiers, plutôt que par des investissements passifs. De plus amples détails sur la méthodologie sont disponibles en annexe et dans les références.¹³

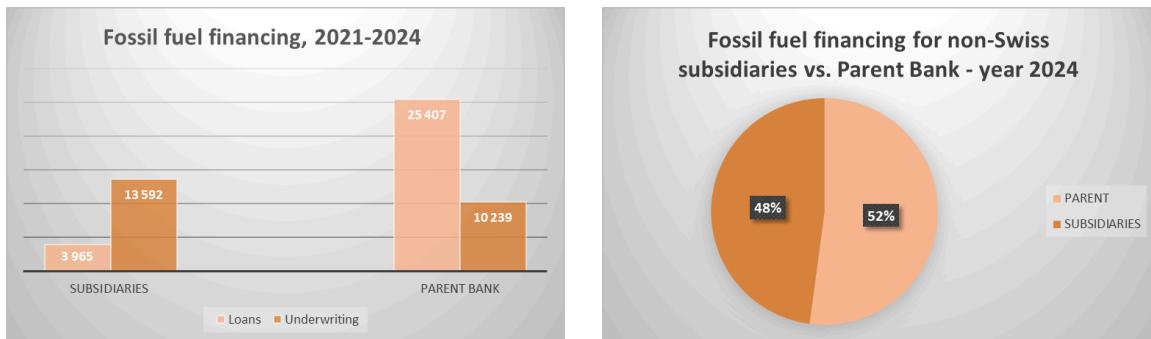
En mai 2024, les **filiales étrangères d'UBS et du Crédit Suisse** détenaient des investissements d'une valeur d'environ **29 milliards USD** dans l'expansion des énergies fossiles, contre **environ 20 milliards USD** pour la banque mère, avec des montants plus élevés en **actions qu'en obligations**. Les filiales étrangères d'UBS sont exposées à des entreprises impliquées dans **l'expansion** : du secteur **transport et stockage (midstream)** des énergies fossiles, avec une valeur estimée à **15 milliards USD**; du secteur **amont (upstream)** des énergies fossiles, avec une valeur estimée à **14 milliards USD**, du secteur du **gaz naturel liquéfié (GNL)**, avec une valeur estimée à **11,5 milliards USD** et enfin dans **l'expansion du secteur du charbon** avec une valeur estimée à **1,3 milliards USD**, comme le montrent les deux figures suivantes :



De plus, entre **2021 et 2024**, les filiales étrangères d'UBS et de Credit Suisse ont fourni **plus de 17,6 milliards USD** dans le financement des énergies fossiles, **prêts et souscriptions**

¹³https://www.bankingonclimatechaos.org/wp-content/uploads/2025/06/Methodology_FAQ_Banking_on_Climate_Chaos_2025.pdf

compris.¹⁴ Lorsque l'on compare le financement entre la banque mère et les filiales étrangères sur la période 2021-2024, la couverture entre les prêts et les souscriptions semble déséquilibrée.



La banque mère fournit une couverture de prêt **6,4 fois supérieure** à celle de ses filiales étrangères. Cependant, la tendance pour 2024 est plus équilibrée en termes de couverture globale. La banque mère et ses filiales contribuent chacune **pour moitié** à la couverture financière totale.

Les données issues de la **base de données entretenue par les équipes de l'ONG Urgewald sur les projets à risque pour la réputation** illustrent à quel point les grands projets pétroliers et gaziers à travers le monde sont associés à des conflits violents, à de graves dommages environnementaux et à des préjudices systémiques pour les communautés locales. À travers les régions, les populations touchées, les scientifiques et les organisations de la société civile s'opposent à ces projets par des réponses à consultation, des campagnes médiatiques, et des **actions en justice**. Bon nombre de ces projets présentent des risques sociaux et environnementaux si importants qu'ils constituent des **risques réputationnels significatifs** pour les institutions financières qui soutiennent les entreprises impliquées.

Grâce à sa plateforme Global Oil and Gas Exit List (**GOGEL**), Urgewald identifie ces **projets à haut risque** et recense les entreprises pétrolières et gazières qui y sont associées. Nous avons donc évalué la couverture des filiales étrangères d'UBS dans ces projets.

Les filiales étrangères d'UBS ont investi près de **8,5 milliards USD** dans des entreprises actives dans les opérations de fracturation hydraulique dans le bassin permien (Texas/USA)¹⁵ et **7 milliards USD** dans l'exploitation du gisement de schiste de Vaca Muerta (Argentine)¹⁶. **7 milliards USD** dans des entreprises actives active dans l'extraction pétrolière dans les sables bitumineux de l'Alberta (Canada)¹⁷, ainsi que **3,6 milliards USD** dans des projets de



¹⁴ BOCC 2025, Banking on Climate Chaos report.

¹⁵ <https://gogel.org/fracking-permian-basin>

¹⁶ <https://gogel.org/vaca-muerta>

¹⁷ <https://gogel.org/alberta-tar-sands>

GNL au large de **Cabo Delgado** (Mozambique).¹⁸ Cabo Delgado abrite **trois des plus grands projets GNL d'Afrique** : Mozambique LNG de Total Energies, Coral North FLNG d'Eni et ExxonMobil, et Rovuma LNG d'ExxonMobil, Eni et **Chinese National Petroleum Company (CNPC)**. À titre d'exemple, Cabo Delgado est associé à de graves allégations de violation des droits humains et à une dynamique de guerre civile dans la région, ainsi qu'à la destruction de l'environnement, ce qui représente de hauts risques de litiges pour les financiers et les parties prenantes.¹⁹ En novembre 2025, le **Centre européen pour les droits constitutionnels et humains (ECCHR)** a déposé une **plainte pénale en France** accusant TotalEnergies de **complicité de crimes de guerre, de torture et de disparitions forcées** liés aux opérations de sécurité sur le site du projet. La plainte porte principalement sur le « *massacre des conteneurs* » qui s'est déroulé entre juillet et septembre 2021, au cours duquel les forces armées mozambicaines – y compris une force opérationnelle interarmées mise en place avec le soutien d'une filiale de TotalEnergies – auraient détenu, torturé et tué des civils fuyant les violences liées à l'insurrection du groupe extrémiste Al-Shabab. Des documents internes suggèrent que TotalEnergies était au courant des violations systématiques des droits humains commises par ces forces, mais a néanmoins continué à leur fournir un soutien matériel dans le cadre du dispositif de sécurité destiné à protéger le projet GNL.²⁰ En décembre 2025, **les agences de crédit à l'exportation britannique et néerlandaise ont retiré ou refusé de re-confirmer leur soutien financier** au projet GNL du Mozambique, invoquant des risques accrus liés au projet, notamment des préoccupations en matière de droits humains et de sécurité autour du site, réduisant ainsi le soutien public au développement.²¹ La combinaison des violations des droits humains liées au conflit, des contestations judiciaires en cours, de l'insécurité persistante et de l'impact climatique significatif place Mozambique LNG parmi les projets pétroliers et gaziers associés à un **risque élevé en termes de réputation, de responsabilité juridique et financière** pour les banques, les investisseurs et les institutions financières publiques qui participent à son financement.

De même, les **filiales étrangères d'UBS** ont investi près de **3,3 milliards USD** dans des entreprises actives dans le forage en eaux profondes au large des côtes du Guyana²², **3,3 milliards USD** dans des entreprises actives dans le projet gazier de Scarborough²³, **et 1,8 milliards USD** dans des entreprises actives dans le forage pétrolier et gazier en Amazonie en **2024**²⁴. Nous détaillons également ci-dessous les risques réputationnels auxquels UBS est confrontée en ce qui concerne ce dernier point.

Les filiales étrangères d'UBS ont également investi un total de **1,3 milliards USD** dans des entreprises actives dans l'extraction gazière dans l'Arctique russe (Yamal LNG et Arctic LNG 2²⁵), **1,2 milliards USD** dans des entreprises actives dans le projet EACOP²⁶ et enfin **0,9**

¹⁸ <https://gogel.org/cabo-delgado-mozambique-resource-rich-war-zone>

¹⁹ <https://leefa.org/resources/list-reasons-not-finance-totalenergies-mozambique-lng-project-grows>

²⁰ <https://www.ecchr.eu/en/press-release/totalenergies-faces-criminal-complaint-for-complicity-in-war-crimes-torture-and-enforced-disappearance-in-mozambique/>

²¹ https://www.lemonde.fr/en/economy/article/2025/12/02/totalenergies-loses-uk-and-dutch-backing-for-mozambique-gas-project_6748056_19.html

²² <https://gogel.org/guyana-offshore>

²³ <https://gogel.org/scarborough-gas-field-and-burrup-hub>

²⁴ <https://gogel.org/amazon-oil-and-gas-drilling>

²⁵ <https://gogel.org/yamal-lng-and-arctic-lng-2-gas-extraction-russian-arctic>

²⁶ <https://gogel.org/tilenga-kingfisher-eacop>

milliards USD dans des entreprises actives aux Philippines, participant au boom du GNL dans le *Verde Island Passage (VIP)*.²⁷

À titre d'exemple, en **2024**, l'investissement total dans **Chevron Corp.** s'élevait à **3 milliards USD**, dont **2 milliards** étaient soutenus par les **filiales étrangères d'UBS**. Récemment, et comme nous le détaillons plus loin dans la deuxième section, en **décembre 2025**, UBS a participé aux côtés de JPMorgan, Morgan Stanley et RBC Capital Markets à une émission obligataire de **154,2 millions USD** pour **Chevron**, à un moment où la firme est **confrontée à des risques juridiques, environnementaux et politiques croissants**. Chevron est impliqué dans plusieurs projets à haut risque corruptif et réputationnel: Scarborough Gas, Vaca Muerta, Guyana offshore, Amazon Oil and Gas Drilling, opérations de fracturation hydraulique dans le bassin permien et d'autres. Comme nous le détaillons ci-dessous dans les différentes études de cas, c'est également le cas pour plusieurs autres entreprises: **Exxon Mobil Corporation (investissements totaux des filiales étrangères d'UBS s'élevant à 2 milliards USD)**, impliquée dans les projets Guyana Offshore, Cabo Delgado, les sables bitumineux d'Alberta, bassin Permien et le forage pétrolier et gazier en Amazonie, **TotalEnergies (investissements totaux des filiales étrangères d'UBS s'élevant à 1,2 milliard USD)**, impliquée dans les projets Vaca Muerta, Guyana Offshore, EACOP, Cabo Delgado, Yamal LNG et Arctic LNG 2, les sables bitumineux de l'Alberta et le forage pétrolier et gazier en Amazonie, **Shell plc (investissements totaux des filiales étrangères d'UBS de 0,7 milliard USD)** impliquée dans Scarborough Gas, Vaca Muerta, les sables bitumineux de l'Alberta, Verde Island Passage, forage pétrolier/gazier en Amazonie ou encore **BP plc (investissements totaux des filiales étrangères d'UBS de 0,4 milliard USD)** également impliqué dans la fracturation hydraulique à Vaca Muerta et dans le bassin permien.

²⁷ <https://gogel.org/philippines-lng-boom-verde-island-passage>

III. Tendances récentes et historiques en matière d'exposition au risque de réputation

Négociants en pétrole et en gaz et entreprises publiques:

Dans un rapport publié en 2021, StandEarth et AmazonWatch ont démontré que les banques **ont un angle mort important dans leurs pratiques de prêt**.²⁸ Ils créent des **prêts renouvelables syndiqués (lignes/facilités de crédit renouvelables (FCRs))** pour leurs clients négociants en pétrole, mais ne disposent pas d'un **contrôle suffisant** pour suivre l'utilisation des fonds, catégorisés '**usage général de l'entreprise**', ce qui les empêche de détecter les **risques liés aux pratiques commerciales basées sur un haut niveau de corruption**. Des enquêtes récentes menées par le **ministère américain de la Justice** ont révélé plus d'une décennie de corruption au sein des compagnies pétrolières nationales du Brésil et de l'Équateur, orchestrée par des négociants en pétrole tels que **Gunvor** et **Vitol**, entraînant les économies de ces pays dans un **cycle d'endettement croissant**. Le Tableau 1 ci-dessus présente un classement des banques systémiques selon leur **gestion** et leur **exposition aux risques**, et reçoivent une note et une évaluation du **risque global de destruction de l'Amazonie**. Comme le montre la Figure 1, les banques en tête de classement communiquent davantage que les autres, ce qui suggère que **la transparence est essentielle**. UBS est classée parmi les banques dites "concurrentes" (contender bank dans la Figure 1 ci-dessous), ayant une politique supérieure à la moyenne, mais dont l'**exposition au risque**, en particulier **son implication dans des investissements dans des compagnies pétrolières nationales** telles que PetroAmazonas en Équateur ainsi que des FCR pour des négociants en pétrole tels que Gunvor et Vitol, porte son niveau de risque global à « **élévé** », avec une note de 45 %, D (A: meilleur score, F: pire).²⁹

Table 1. Bank rankings, grades, and corresponding risk levels.

RANK	BANK	GRADE	GRADE %	RISK LEVEL
1	Rabobank	B	70%	MODERATE
2	ABN AMRO	B-	68%	MODERATE
3	ING	B-	66%	MODERATE
4	BNP Paribas	C	56%	HIGH
5	UBS	D	45%	HIGH
6	Société Générale	D	45%	HIGH
7	Credit Suisse	D	44%	HIGH
8	Natixis	D	41%	HIGH
9	Crédit Agricole	D	40%	HIGH
10	Citigroup	F	38%	VERY HIGH
11	Goldman Sachs	F	34%	VERY HIGH
12	Deutsche Bank	F	32%	VERY HIGH
13	HSBC	F	30%	VERY HIGH
14	JPMorgan Chase	F	29%	VERY HIGH

Figure 1. Scatter chart of bank scores and corresponding overall risk of Amazon destruction.

● **Groupe Gunvor (2019, République du Congo et Côte d'Ivoire ; Équateur, 2012-2020)**: Le groupe Gunvor et ses filiales (dont Gunvor S.A., anciennement Castor Petroleum) ont bénéficié d'un soutien financier substantiel sous forme **d'actions, d'obligations et de prêts syndiqués** - tels que des FCR - de la part d'un groupe de banques internationales,

²⁸ Amazon Watch & partners. (2021). Banking on Amazon destruction: European banks and the climate, nature and human rights impacts of forest-risk finance. <https://amazonwatch.org/assets/files/2021-banking-on-amazon-destruction.pdf>

²⁹ <https://stand.earth/press-releases/report-fails-global-banks-for-financing-investment-in-oil-gas-in-amazon-rainforest/>

dont UBS, malgré des risques de corruption solidement documentés.³⁰ En effet, en 2019, Gunvor a accepté de verser 95 millions USD au Bureau du procureur général Suisse après avoir admis qu'elle n'avait pas pris les mesures organisationnelles raisonnables et nécessaires pour empêcher ses employés et agents de verser des pots-de-vin à des agents publics afin d'accéder aux marchés pétroliers de la République du Congo et de la Côte d'Ivoire. Dans ces cas, des intermédiaires

agissant pour le compte de Gunvor ont versé des pots-de-vin à des fonctionnaires gouvernementaux afin d'obtenir et de sécuriser des contrats pétroliers.³⁰

Malgré cette décision judiciaire claire établissant l'implication de Gunvor dans des pratiques de corruption, UBS, et d'autres banques, ont participé à des FCR à son profit, d'un montant total d'environ 2,4 milliards USD, qui sont entrées en vigueur ou ont été refinancées le 13 novembre 2020. On ignore comment ces considérations ont été prises en compte dans la décision de continuer à accorder des prêts à Gunvor après le règlement de 2019 compte tenu des politiques d'UBS en matière de lutte contre la corruption et de diligence raisonnable à l'égard de la clientèle (ou diligence renforcée).³⁰

D'autant que le groupe Gunvor s'est par la suite retrouvé au centre d'un autre scandale majeur de corruption en Équateur. Selon des documents judiciaires et des enquêtes journalistiques, des agents agissant pour le compte de Gunvor auraient versé des pots-de-vin à des fonctionnaires équatoriens entre 2012 et août 2020 afin d'obtenir des contrats pétroliers avec Petroecuador.³⁰ Des enquêtes menées par l'ONG Public Eye révèlent qu'entre 2013 et 2020, Gunvor aurait détourné près de 92 millions USD via des sociétés offshore contrôlées par les frères Peré - dont l'une détenait un compte auprès d'UBS Zurich - afin de dissimuler des pots-de-vin versés à des hauts responsables équatoriens de Petroecuador en échange de l'accès à des contrats pétroliers.³¹

- **PetroAmazonas/Petroecuador (entreprises pétrolières publiques, 2019):** En ce qui concerne les investissements et le financement de PetroAmazonas, plusieurs anciens responsables de Petroecuador ont été inculpés dans le cadre d'une affaire de corruption en 2019 qui a permis au gouvernement de récupérer 5 millions USD d'actifs liés à la corruption.³⁰

Table 4. Scorecard banks financing the Gunvor Group

Loan Amount	Use	Agent	Société Générale	ABN AMRO	CITI	Crédit Agricole	Crédit Suisse	Deutsche Bank	Goldman Sachs	ING	Natixis	Rabobank	UBS
\$1.005B	General corp. purpose, refinancing	Credit Suisse	✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓
\$220M	General corp. purpose, refinancing	Credit Suisse	✓	✓	✓	✓	✓			✓	✓	✓	✓
\$1.165B	General corp. purpose, refinancing	Credit Suisse	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
\$330M	Refinancing	Credit Suisse	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
\$680M	Working Capital	Société Générale		\$50M			\$20M	\$40M		\$50M	\$30M		

³⁰ Amazon Watch & partners. (2021). *Banking on Amazon destruction: European banks and the climate, nature and human rights impacts of forest-risk finance*. <https://amazonwatch.org/assets/files/2021-banking-on-amazon-destruction.pdf>

³¹<https://www.publiceye.ch/en/topics/commodities/a-predator-called-gunvor-in-the-amazon/ecuador-how-gunvor-initiated-a-decade-of-corruption>

Le 13 avril 2021, le contrôleur général et l'ancien ministre de l'Énergie équatorien ont été arrêtés dans le cadre des enquêtes sur la corruption.³⁰ Alors que le secteur pétrolier équatorien était touché par de graves scandales de corruption, les banques internationales ont prêté des centaines de millions de dollars au pays **en achetant des obligations émises par sa compagnie pétrolière nationale et en conseillant le gouvernement sur sa stratégie financière**. Ce financement a contribué à soutenir et à développer la production pétrolière. Il a rassuré les marchés quant à la capacité de l'Équateur à continuer de rembourser sa dette. Cependant, on ignore si ces banques ont utilisé leur influence financière pour exiger des mesures anti-corruption plus strictes **malgré les risques financiers élevés en matière de gouvernance**. Plusieurs de ces mêmes banques ont par ailleurs **publiquement reconnu** le rôle de l'extraction pétrolière et gazière dans la déforestation de l'ouest de l'Amazonie et ont mis en place des **politiques de risque environnemental et social (ESR) limitant le financement commercial du pétrole amazonien**. En janvier 2021, Credit Suisse avait **officiellement adopté des exclusions concernant le financement du commerce du pétrole provenant du bassin amazonien**. UBS a également **refusé des opérations de financement commercial de pétrole dans cette région**, mais ne s'est pas engagée **publiquement à les exclure et n'a pas mis à jour son cadre ESR en conséquence**. Malgré

ces mesures, et comme le montre la *Figure 6*, UBS et Credit Suisse ont continué à détenir respectivement **232 millions** et **146 millions USD** en obligations

souveraines émises par PetroAmazonas. Ces banques détiennent également des obligations

souveraines liées à Petrobras (Brésil) et Ecopetrol (Colombie). En tant que compagnie pétrolière nationale de l'Équateur, Petroecuador se consacre entièrement à l'extraction pétrolière en Amazonie, avec d'importantes réserves situées sous le **parc National Yasuní**, une aire protégée de **catégorie II de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature)**, inscrite au sein de la plus vaste **zone humide d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar**.³²

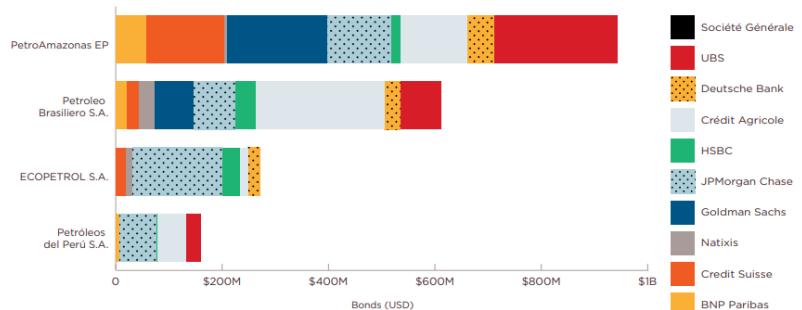


Figure 6. Banks hold bonds in all four of the national oil companies covered in this report.

Banks hold sovereign bonds used by national oil companies to raise capital to fund oil expansion. These bonds are typically parcelled with other sovereign bonds and purchased through emerging market exchange traded funds (ETFs), which means that banks may not be making direct purchases of bonds in these state oil companies.

³² Amazon Watch & partners. (2021). *Banking on Amazon destruction: European banks and the climate, nature and human rights impacts of forest-risk finance*. <https://amazonwatch.org/assets/files/2021-banking-on-amazon-destruction.pdf>

- **Petrobras et l'opération Lava Jato (2014-2017)** : Petrobras est une compagnie pétrolière publique brésilienne. En 2024, UBS détenait **487 millions USD** dans Petrobras, dont **472 millions USD en actions et 16 millions USD en obligations**.³³ Dans ce scandale, des dirigeants de Petrobras et des politiciens brésiliens ont mis en place un vaste système de corruption et de pots-de-vin, blanchissant les profits via des **comptes bancaires suisses non déclarés**. Les autorités suisses ont saisi près de **400 millions USD** d'actifs détenus en Suisse, dont **120 millions ont été rapatriés au Brésil**.³⁴ La justice brésilienne a identifié **2,1 millions USD** de pots-de-vin versés par une **filiale de Glencore**, transférés sur un compte UBS Luxembourg enregistré au nom d'une société écran des îles Marshall, **Seaview Shipbroking Ltd**.³⁴ Des manquements présumés aux obligations de conformité impliquant UBS et d'autres banques suisses, liés à l'utilisation de sociétés écrans et de structures transfrontalières, ont été révélés dans le cadre d'enquêtes judiciaires menées par les procureurs brésiliens, sur la base de milliers de documents versés aux procédures.³⁵

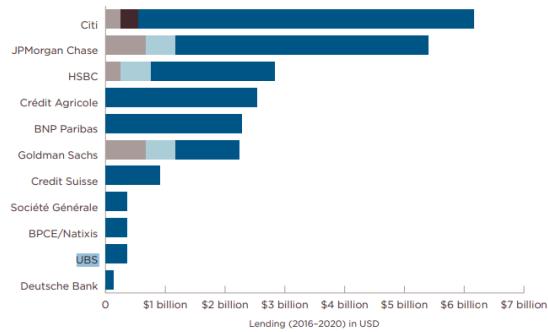


Figure 5. Financing for National Oil Companies (NOCs) in the Amazon from 2016 to 2020, adapted from Banking on Climate Chaos (RAN, 2021)

- **Groupe Vitol (Petrobras)**: Vitol Holding BV est une société commerciale suisse qui a versé des pots-de-vin à des fonctionnaires en Équateur, dans le cadre d'un système de corruption à l'échelle régionale qui a entraîné des **sanctions pénales** d'un montant de **164 millions de USD** aux États-Unis et au Brésil. Le groupe Vitol a reconnu avoir versé plus de **8 millions USD** en pots-de-vin à au moins quatre fonctionnaires de Petrobras, et a également récemment dû acquitter **des sanctions pénales de 164 millions USD** en règlement des accusations de corruption auprès des autorités brésiliennes. Dans ce cas, l'exposition financière concerne des FCR dépassant **9,7 milliards USD**, dirigées par JPMorgan Chase et financées et souscrites par des banques dont font partie UBS et Credit Suisse.³⁶

Ces scandales reflètent une faible intégration dans les décisions de crédit des résultats en matière de lutte contre la corruption et **augmentent le risque réputationnel supporté par les filiales étrangères d'UBS lorsqu'elles participent à des RCF**. Le groupe bancaire s'appuie sur les mêmes politiques internes en matière de risques qui ont **précédemment permis le financement de négociants en pétrole et de compagnies pétrolières nationales impliqués dans des affaires de corruption et de dommages**

³³ <https://investinginclimatechaos.org/data?org=UBS>

³⁴ <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/negoce-de-matieres-premieres/affaire-petrobras>

³⁵ <https://www.letemps.ch/economie/finance/l'affaire-petrobras-revele-manquements-banques-suisses>

³⁶ Amazon Watch & partners. (2021). *Banking on Amazon destruction: European banks and the climate, nature and human rights impacts of forest-risk finance*. <https://amazonwatch.org/assets/files/2021-banking-on-amazon-destruction.pdf>

environnementaux. Étant donné que ces politiques n'ont pas réussi à prévenir de tels risques dans le passé, continuer à s'appuyer sur celles-ci sans changement n'est pas crédible pour y faire barrage à l'avenir.

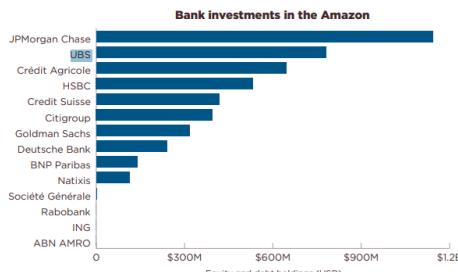


Figure 2. Equity and debt holdings in the Amazon by scorecard banks as of March 31, 2021.

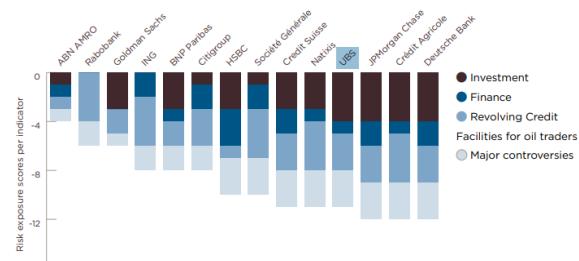


Figure 4. Each bank's level of risk exposure to oil and gas companies in the Amazon basin

Remarque : tous les chiffres, tableaux et figures ci-dessus proviennent du rapport **Banking on Amazon destruction** (Financer la destruction de l'Amazonie) publié par StandEarth et AmazonWatch en 2021.³⁶

- **Chromite Gas Holdings (2025)** - Un mouvement anti-corruption initialement déclenché par des scandales liés à des projets de contrôle des inondations, se développe parallèlement à d'importants investissements dans le GNL soutenus par des financements internationaux. En **2025, trois puissantes personnalités du monde des affaires philippin, proches du President Ferdinand Marcos Jr. - Ramon Ang (San Miguel Corporation), Sabin Aboitiz (Aboitiz Power), et Manuel Pangilinan (Meralco PowerGen / Metro Pacific)** - ont conclu un partenariat sans précédent dans le domaine du GNL, positionnant le complexe Ilijan à Batangas comme hub national gazier. Par l'intermédiaire de leur joint venture, **Chromite Gas Holdings**, Aboitiz and Pangilinan ont injecté **3,3 milliards USD** dans **South Premiere Power, Excellent Energy Resources, et Ilijan Primeline Industrial Estate**, trois entreprises précédemment contrôlées par **San Miguel Corporation (SMC)**. Cet accord permet l'extension de la centrale électrique au GNL d'Ilijan, d'une puissance de **1 278 MW** et le développement d'une installation supplémentaire au GNL d'une puissance de **1,320 MW LNG facility** près du **Verde Island Passage**. C'est l'une des zones marines les plus riches en biodiversité au monde, classée comme projet à risque pour la réputation, comme mentionné dans notre première section, auquel les filiales étrangères d'UBS sont fortement exposées. La transaction a été facilitée par la **filiale d'UBS à Singapour, conseiller financier** auprès d'Aboitiz Power et de Meralco, complétant ainsi les partenariats plus larges d'UBS avec ces deux groupes et avec SMC. Bien que présentés comme des éléments de la « transition énergétique », les projets GNL ont été largement critiqués par les organisations de la société civile en raison de leurs émissions élevées de gaz à effet de serre, des risques qu'ils font peser sur la biodiversité marine et des **violations présumées des droits des communautés locales**.³⁷

³⁷ <https://lecourrier.ch/2025/12/03/dans-loeil-des-super-typhons/>

- **Chevron (2025)** – En décembre 2025, UBS a participé aux côtés de JPMorgan, Morgan Stanley et RBC Capital Markets à une émission obligataire de **154,2 millions USD pour Chevron**. Cette décision contraste avec **le désinvestissement total de la BNS de Chevron en mai 2025**, pour un montant de **711 millions USD**, conformément à sa politique visant à **éviter d'investir dans les entreprises causant des dommages environnementaux systémiques majeurs**. UBS détient elle-même environ **1,72 milliards USD en actions Chevron**, alors que cette dernière est confrontée à des **risques juridiques, environnementaux et politiques croissants**. En **avril 2025**, Chevron a été condamnée à payer **744 millions USD** en raison de la destruction de **zones humides côtières en Louisiane**, une décision qui fait actuellement l'objet de pressions de la part du ministère américain de la Justice pour être annulée en appel. **Texaco**, filiale de Chevron depuis 2001, a déversé des litres de déchets toxiques dans l'Amazonie équatorienne pendant plusieurs décennies. Après des années de pression, Chevron a obtenu en novembre **l'annulation d'une décision arbitrale historique à son encontre**, dans un contexte d'inquiétudes quant à **l'ingérence politique du gouvernement équatorien** et après avoir **contribué à faire échouer un amendement bipartite américain anti-corruption** qui aurait exigé la divulgation des paiements versés à des gouvernements étrangers.³⁷ Certains affirment que le soutien d'UBS pourrait faciliter **l'expansion à haut risque des énergies fossiles**, conformément au programme de « **domination énergétique** » de l'**administration Trump**, alors même que **les projets de forage en eaux profondes précédemment suspendus par l'administration Biden restent controversés sur le plan environnemental et social**.

Le soutien apporté à Chevron ou ExxonMobil reflète la **dépendance croissante d'UBS vis-à-vis du marché américain**, qui représente environ **34 % de ses bénéfices**, et coïncide avec son retrait de la **Net-Zero Banking Alliance**, le **report de ses objectifs opérationnels de réduction des émissions de 2025 à 2035 et la suppression de la rémunération des dirigeants liée aux critères ESG**. La proximité des dirigeants d'UBS avec des personnalités clés de l'administration Trump souligne encore davantage ce changement. Loin d'incarner la « *culture conservatrice du risque* » revendiquée après l'effondrement du Crédit Suisse, le financement continu par UBS de Chevron par l'intermédiaire de ses filiales étrangères illustre une tendance à s'engager dans des projets destructeurs pour l'environnement, politiquement exposés et susceptibles de donner lieu à des retournements de tendance ainsi que des litiges de grande ampleur. Cette stratégie amplifie les risques financiers, juridiques et réputationnels pour la banque mère suisse.³⁸

Industrie Agricole:

- **Caramuru (2021):** En **octobre 2021**, **UBS et BTG Pactual** (banque d'investissement brésilienne) a vendu une obligation “verte” d'une valeur de **354 millions de réals brésiliens**: aussi appelée **CRA** (Certificat de créances agricoles) **for négociant céréalier brésilien Caramuru**. La cellule d'investigation Unearthed a rapporté que l'un des destinataires prévus des fonds était **Antônio Galvan**, grand

³⁸ <https://lecourrier.ch/2025/12/18/ubs-embarquee-dans-lhubris-trumpiste/>

producteur de soja et président de l'association professionnelle nationale des producteurs de soja du Brésil, Aprosoja. Galvan fait partie des personnalités impliquées dans l'enquête en cours pour **complot présumé contre les institutions démocratiques brésiliennes** et incitation à des actes criminels et violents par la justice brésilienne. Il est également cité dans le cadre d'une enquête menée par la **Cour suprême brésilienne pour implication présumée dans la planification des attaques du 8 janvier 2023 contre le Congrès, la Cour suprême et le palais présidentiel du Brésil.** Galvan avait été précédemment condamné à une amende pour déforestation illégale (plus de 5 kilomètres carrés) et vente illégale de soja, accusé de vol de terres (76 hectares appartenant à un propriétaire foncier voisin). Galvan a nié toute infraction et déclaré que les allégations étaient « *sans aucune preuve* ». L'enquête est toujours en cours.³⁹

Personnes Politiquement Exposées (PPEs):

- **L'ancien président yéménite Ali Abdallah Saleh - Yémen (2024):** UBS a géré des millions de dollars pour **Ali Abdallah Saleh**, l'ancien **président du Yémen**, et a **omis pendant des années de signaler des indices sérieux de blanchiment d'argent**, selon les conclusions du **Département fédéral des finances (DFF) Suisse** révélées par **SRF Investigativ**.⁴¹ **Ali Abdallah Saleh** a dirigé le Yémen pendant plus de trois décennies (1978-2012) et était classé comme **PPE**, un statut qui exige **légalement une diligence raisonnable renforcée de la part des banques**. Depuis 2000, différents rapports internationaux ont fait état de son implication dans des affaires de corruption et de blanchiment d'argent. En 2014, les Nations Unies ont imposé des sanctions pour avoir porté atteinte à la paix et à la sécurité au Yémen, sanctions que la Suisse a ensuite appliquées, notamment des interdictions de voyager et des sanctions financières. Un rapport d'experts de l'ONU publié en 2015 estimait que Saleh avait amassé entre **30 et 62 milliards USD**, dont une grande partie avait été transférée à l'étranger. Selon ce rapport, cette fortune provenait en grande partie **d'activités illégales et de corruption**, notamment **par le biais de contrats pétroliers et gaziers**, y compris **l'octroi de droits d'exploration et d'accords énergétiques dans des conditions non transparentes**.⁴¹ Malgré cela, **UBS a continué à entretenir des relations commerciales étroites avec Saleh et son entourage**. Le DFF a conclu que les manquements d'UBS avaient permis à des **sommes très importantes, soupçonnées de provenir d'activités de corruption**, d'échapper à la surveillance de l'État, qualifiant la faute de la banque de « *grave* ». L'enquête a été encore compliquée par le fait qu'UBS n'a pas fourni tous les documents demandés, ce qui a empêché d'identifier les responsabilités individuelles au sein de la banque.⁴⁰

³⁹ <https://unearthed.greenpeace.org/2023/10/17/ubs-santander-green-bonds-deforesters-slave-labour-brazil/>

⁴⁰ <https://www.rts.ch/info/economie/2024/article/ubs-aide-l-ex-president-du-yemen-a-dissimuler-des-millions-de-francs-28526851.html> <https://www.swissinfo.ch/eng/banking-fintech/ubs-fined-chf50000-on-suspicion-of-money-laundering-negligence/79128615>

- **Joseph Kabila - DRC (2022):** En Juillet 2022, les ONGs **Public Eye**, la **Platform to Protect Whistleblowers in Africa (PPLAAF)**, et l'association **UNIS** ont déposé une plainte pénale auprès du **Ministère public de la Confédération Suisse** contre UBS, à la suite des révélations issues de l'enquête **Congo Hold-up**. La plainte soutient qu'UBS aurait joué un rôle dans le blanchiment de fonds publics congolais détournés par l'entourage de Joseph Kabila, ancien président de la République démocratique du Congo (RDC). Au moins 138 millions USD auraient été détournés du Trésor public congolais entre 2013 et 2018. Le système s'appuyait fortement sur la **BGFIBank RDC**, une banque qui serait contrôlée par le clan Kabila, qui facilitait des opérations irrégulières telles que des transactions antidatées, du blanchiment d'argent et des prêts non remboursés de la Banque centrale du Congo. laundering, and unrepaid loans from the Central Bank of Congo. Ces fonds détournés sont estimés à l'équivalent de **250 000 salaires annuels moyens en RDC**.⁴¹

La plainte pénale se concentre spécifiquement sur le rôle de **Philippe de Moerloose**, un homme d'affaires belge proche de Joseph Kabila, et sur les **succursales d'UBS à Zurich et à Genève**, via lesquelles il aurait reçu **19 millions USD** d'origine suspecte. Les ONG accusent UBS de blanchiment d'argent potentiel et de ne pas avoir exercé la diligence requise en vertu de la loi suisse sur la lutte contre le blanchiment d'argent.⁴¹

- **Mukhtar Ablyazov et Bulat Utemuratov - Kazakhstan (2000-aujourd'hui)** - UBS s'est activement impliquée dans le secteur pétrolier et énergétique du Kazakhstan, notamment en tant que **conseiller financier pour l'acquisition par Sinopec du champ pétrolier de Kashagan** et en participant à d'importants projets énergétiques kazakhs, dont des transactions d'une valeur totale supérieure à **615 millions USD**.⁴² Grâce à ces fonctions de conseil et de souscription, **UBS a fourni des services financiers à des entreprises publiques et privées du pays**. Une affaire civile de longue date devant les tribunaux britanniques concerne la banque publique kazakhe **BTA Bank**, qui accuse son ancien président, **Moukhtar Ablyazov**, d'avoir détourné **plus de 6 milliards USD** et de les avoir blanchis via un réseau international de sociétés écrans.⁴³ L'affaire s'est élargie pour inclure **Bulat Utemuratov**, l'un des **hommes d'affaires les plus riches du Kazakhstan et ancien chef du cabinet présidentiel sous l'ancien président Nursultan Nazarbayev**, ainsi qu'Iliyas Khrapunov (gendre d'Ablyazov) et 11 autres personnes et sociétés. La BTA affirme qu'Utemuratov a aidé à dissimuler les avoirs prétendument volés par Ablyazov dans plusieurs juridictions. Ces avoirs comprennent des comptes bancaires auprès d'UBS et du Credit Suisse.⁴³ Utemuratov entretient des liens étroits avec la Suisse et UBS.

⁴¹ <https://www.swissinfo.ch/eng/business/ubs-accused-of-role-in-embezzling-congoese-millions/47737996>, <https://www.publiceye.ch/en/media-corner/press-releases/detail/dubious-transactions-involving-kabillas-clan-and-ubs-a-criminal-complaint-filed-in-switzerland>

⁴² [https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/_migration/BankenundMenschenrechte/UBS_Involvement_of_UBS_in_the_global_mining_and_oil_gas_sectors.pdf#:~:text=1.8.2%20Financial%20involvement%20of%20UBS.%20The%20following,in%20the%20Kazakhstan%20for%20US\\$%20615%20million](https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/_migration/BankenundMenschenrechte/UBS_Involvement_of_UBS_in_the_global_mining_and_oil_gas_sectors.pdf#:~:text=1.8.2%20Financial%20involvement%20of%20UBS.%20The%20following,in%20the%20Kazakhstan%20for%20US$%20615%20million), <https://www.nytimes.com/2003/03/12/business/china-buys-another-piece-of-big-caspian-sea-oil-field.html>

⁴³ <https://www.marketscreener.com/quote/stock/UBS-GROUP-AG-19156942/news/UBS-U-K-Court-Freezes-Up-to-5-Billion-Tied-to-Alleged-Kazakhstan-Bank-Theft-31907953/>

Dans les années **1990**, il a occupé le **poste d'ambassadeur du Kazakhstan en Suisse**, période durant laquelle il a établi l'ambassade du Kazakhstan à Genève et noué des relations avec des entreprises suisses, notamment UBS et Credit Suisse.⁴⁵ Au cours des années suivantes, **UBS et Credit Suisse ont toutes deux souscrit des obligations émises par des entreprises publiques kazakhes**.⁴⁵ Utemuratov a été décrit comme le « *cardinal gris* » du Kazakhstan et le « *gestionnaire financier personnel* » de l'ancien président Nazarbayev, **soulignant son influence sur la richesse et les transactions financières du pays**.⁴⁴ ⁴⁵ Enfin, le Kazakhstan a toujours fait appel à l'expertise financière suisse pour développer **Astana (aujourd'hui Nur-Sultan) en tant que centre financier régional**, soulignant ainsi le rôle stratégique joué par UBS et d'autres banques suisses dans l'intégration du pays aux marchés financiers mondiaux.⁴⁶

Politiques de gestion des risques structurels :

- **Singapour (2025):** En juillet 2025, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a infligé des amendes importantes à UBS et Credit Suisse pour **violations graves des réglementations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme (AML/CFT)**, dans le cadre de la **plus grande affaire de blanchiment d'argent jamais enregistrée à Singapour**, portant sur plus de **3 milliards USD** d'actifs illicites.⁴⁷ La succursale de Credit Suisse à Singapour a reçu l'amende individuelle la plus élevée parmi toutes les institutions: **5,8 millions USD (CHF 3,6 millions)**. La MAS a identifié de **multiples manquements prolongés en matière de AML/CFT**, couvrant une longue période allant de **novembre 2017 à octobre 2023**. La MAS a également noté que certaines de ces infractions concernaient des comptes offshore utilisés pour faciliter l'évasion fiscale aux États-Unis, qui faisaient déjà l'objet d'un accord de non-poursuite entre Credit Suisse et le ministère américain de la Justice en mai 2025. Bien que Credit Suisse ait été racheté par UBS en mars 2023, la MAS a considéré ces violations comme imputables aux activités antérieures de Credit Suisse. La succursale d'UBS à Singapour s'est vu infliger une amende de **3 millions USD (CHF 1,9 millions)** pour des **lacunes dans le contrôle de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, mises au jour lors d'inspections prudentielles menées entre début 2023 et début 2025**. La MAS a constaté qu'**UBS n'avait pas mis en place de procédures adéquates pour évaluer le risque de blanchiment d'argent chez certains clients et qu'elle n'avait pas procédé à des examens en temps opportun des transactions identifiées comme suspectes par les superviseurs internes**.

Bien que l'amende infligée à UBS ait été moins élevée que celle infligée à Credit Suisse, la MAS a néanmoins conclu que les lacunes étaient suffisamment graves pour justifier des mesures coercitives, compte tenu notamment de l'exposition de

⁴⁴<https://www.occrp.org/en/project/the-pegasus-project/trust-no-one-top-kazakh-oligarchs-and-dozens-of-government-officials-may-have-been-spied-on-with-pegasus>

⁴⁵<https://www.bloomberg.com/news/articles/2013-11-13/kazakh-billionaire-says-he-s-got-nothing-to-hide>

⁴⁶https://www.letemps.ch/suisse/entre-berne-astana-salut-finance?srsltid=AfmBOorJeFcvLpJAkCDOJE_gulVkaz-LeVHTnc8T8uT0JoWhYSHlqE

⁴⁷<https://www.swissinfo.ch/eng/various/ubs-credit-suisse-julius-b%C3%A4r-and-lgt-fined-in-singapore/89632924>

Singapour à des risques complexes de blanchiment d'argent transfrontalier. Selon l'autorité, cette série de sanctions est la **deuxième plus importante mesure coercitive en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme de son histoire**. UBS et Credit Suisse ont toutes deux reconnu les conclusions de la MAS, déclaré avoir coopéré à l'enquête et s'être engagées à renforcer leurs contrôles en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cependant, la décision de la MAS souligne les **lacunes récurrentes en matière de conformité des deux banques**, qui avaient déjà fait l'objet de sanctions dans le cadre d'affaires internationales antérieures de blanchiment d'argent.⁴⁸

⁴⁸<https://www.theonlinecitizen.com/2025/07/04/mas-fines-9-financial-institutions-s27-45-million-over-s3-billion-money%2580%91laundering-case/>

IV. Conclusion

L'ensemble des données analysées met en évidence un **profil de risque convergent** caractérisé par :

- **Une exposition significative à des projets liés à l'expansion des énergies fossiles et présentant un risque pour la réputation**, comme en témoignent les données récentes sur les financements et les investissements des filiales étrangères de Credit Suisse et d'UBS;
- Des relations financières avec des sociétés de négoce de matières premières aux pratiques opaques et, de façon répétée, délictuelles;
- Des liens établis avec des **personnes politiquement exposées** opérant dans des **systèmes juridiques fragiles ou faibles**;
- **Des mesures coercitives répétées et conclusions récentes des autorités de surveillance concernant des manquements en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.**

Ces facteurs combinés créent un **profil de risque susceptible de déclencher une nouvelle crise de confiance, des sorties rapides de liquidités et des effets dominos potentiels**. Cette situation est incompatible avec les objectifs de stabilité financière, de gestion prudente des risques et de surveillance crédible que la Suisse s'est fixés après la crise de Credit Suisse. Un tel profil de risque implique le renforcement du cadre « **Too Big to Fail** » en exigeant une capitalisation accrue des filiales étrangères.

L'implication récurrente d'UBS au côté des industries extractives sujettes à la corruption et auprès d'oligarques politiquement exposés démontre un **décalage persistant entre ses engagements publics et ses pratiques réelles en matière de gestion des risques**. Étant donné que la FINMA a explicitement reconnu que la faiblesse de la gestion des risques et les défaillances culturelles avaient contribué à la chute de Credit Suisse, l'exposition continue d'UBS à des schémas similaires représente une menace systémique pour la réputation et la résilience de la place financière suisse.

Nous soutenons donc la récente proposition du Conseil fédéral visant à renforcer le cadre « **Too Big to Fail** », qui stipule que « **les participations étrangères de la société mère des banques d'importance systémique doivent être entièrement déduites des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)** ».

Toutefois, pour que ces réformes produisent pleinement leurs effets stabilisateurs, elles doivent s'accompagner d'autres types de mesures, dont l'**élargissement des pouvoirs de surveillance contraignants de la FINMA**. L'autorité de régulation doit pouvoir agir plus rapidement, de manière plus décisive et avec un soutien juridique plus clair lorsque **des risques systémiques, de conformité ou transfrontaliers apparaissent**. Ce n'est qu'en associant les mesures de renforcement des fonds propres prises par le Conseil fédéral à un renforcement des pouvoirs de l'autorité de surveillance que la Suisse pourra garantir de manière crédible la stabilité financière et assumer ses responsabilités en matière de réglementation.

Enfin, compte tenu des risques systémiques mis en évidence ici, une surveillance prudentielle plus stricte, des obligations de transparence renforcées, des politiques d'exclusion sectorielle rigoureuses et des exigences contraignantes en matière de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement s'avèrent **indispensables** pour empêcher que les activités d'UBS ne continuent à compromettre les engagements de la Suisse en matière de préservation de l'environnement et de défense des droits humains.

Remarque sur la proposition alternative par des parlementaires⁴⁹: vue la tangibilité du risque, l'atténuation proposée témoigne d'une sous-estimation chronique de la part de membres de partis de la majorité parlementaire, et de l'influence démesurée de la 1ère banque suisse sur une part conséquente du personnel politique ; augmentant en retour l'intérêt de garde-fous plus solides.

49

<https://www.rts.ch/info/suisse/2025/article/un-compromis-sur-les-exigences-en-matiere-de-fonds-propres-pour-ubs-propose-29088967.html>

V. Annexes

Annex 1: Méthodologie *Investing on Climate Chaos*

Méthodologie de la recherche: La recherche financière *Investing in Climate Chaos 2024* révèle quels investisseurs (incluant propriétaires et gestionnaires d'actifs) détiennent/gèrent des obligations et des actions émises par des entreprises figurant sur la liste mondiale des entreprises à abandonner le charbon (GCEL) 2023 et la liste mondiale des entreprises à abandonner le pétrole et le gaz (GOGEL) 2023. Les résultats de cette étude financière ont été publiés le 9 juillet 2024 sur le site <https://investinginclimatechaos.org/>. La GCEL et la GOGEL sont des bases de données publiques mises à jour chaque année par Urgewald. Pour plus d'informations, consultez les sites <https://www.coalexit.org/> et <https://gogel.org/>.

Notes méthodologiques:

- Sources : La recherche financière a été menée par Profundo.
- Agrégation : Les données sont agrégées au niveau de la société mère (comme indiqué sur GCEL et GOGEL) et au niveau de la société mère de l'investisseur. Les données relatives aux sociétés mères des investisseurs peuvent inclure plusieurs filiales de gestion d'actifs de l'investisseur.
- Période : les données ont été récupérées en mai 2024, mais les déclarations peuvent être plus anciennes et avoir changé depuis. Cela peut notamment être le cas si un investisseur a introduit entre-temps une politique d'exclusion des combustibles fossiles. Certaines déclarations peuvent être obsolètes si elles n'ont pas été mises à jour dans les bases de données commerciales. Toutes les déclarations antérieures à juin 2022 ont donc été supprimées.
- Couverture des obligations détenues : la couverture des obligations détenues est estimée entre 20 % et 30 %.
- Obligations vertes : les obligations classées comme « obligations vertes » ont été exclues de l'analyse.
- Autres remarques : certaines sociétés ont été retirées du champ d'application de cette étude en raison de leurs plans de transition. La cartographie de certaines sociétés diffère de celle du GCEL / GOGEL si des fusions et acquisitions importantes ont eu lieu depuis la publication du GCEL / GOGEL. Les chiffres relatifs aux investissements peuvent inclure des actifs tiers gérés par des investisseurs pour le compte de clients. Nous reconnaissons que les actions et obligations de certaines entreprises russes ne peuvent plus être négociées sur tous les marchés et ont donc été retirées des portefeuilles de certains investisseurs.

Une méthodologie détaillée est disponible sur le lien suivant: <https://investinginclimatechaos.org/methodology>.

Avertissement: Les informations contenues dans ce rapport proviennent de sources fiables, mais nous ne pouvons garantir leur exactitude, leur actualité, leur exhaustivité ou leur véracité. Les informations sont susceptibles d'être modifiées sans préavis. Ce document est

destiné à des fins éducatives et informatives uniquement et ne constitue en aucun cas une recommandation d'investissement spécifique. Aucune information contenue dans le présent document ne constitue ou ne peut être interprétée comme une recommandation, une approbation ou un parrainage d'une société ou d'un fonds. Urgewald n'est pas responsable des décisions d'investissement que vous prenez. Il vous appartient de déterminer si vous approuvez le contenu du présent document et les informations ou données qui y sont fournies.

En cas de questions, prière de contacter financeresearch@urgewald.org

Annex 2⁵⁰: Méthodologie *Banking on Climate Chaos* (voir note de bas de page)

Annex 3: Plus d'informations sur les études de cas:

- **Groupe Gunvor (Équateur, 2012-2020 (présumé))** : Castor Petroleum/Gunvor S.A., ainsi que les petits négociants Taurus Petroleum et Core Petroleum, ont été impliqués dans un système de pots-de-vin avec l'homme d'affaires équatorien Enrique Cadena Marin. Un ancien employé de Gunvor a témoigné du fait que ses cadres supérieurs étaient au courant du système de corruption. Des documents divulgués dans le cadre des **Panama Papers** corroborent ces allégations, notamment des courriels échangés entre des négociants en pétrole et des sociétés contrôlées par Cadena, dans lesquels il est question de commissions et de paiements liés au commerce du pétrole en Amazonie équatorienne. Sur la base des données relatives aux exportations pétrolières équatoriennes et des chiffres moyens de paiement mentionnés dans ces documents divulgués, Stand.earth Research Group estime que les négociants en pétrole auraient versé environ **580 millions USD en pots-de-vin entre 2013 et 2019** afin d'obtenir un accès préférentiel aux contrats pétroliers et des conditions tarifaires avantageuses.⁵¹

Les enquêtes menées par Public Eye fournissent des informations détaillées sur le fonctionnement présumé de ce système. Deux intermédiaires, les **frères Peré**, ont joué un **rôle clé dans le versement de pots-de-vin**, distribuant des paiements illicites aux fonctionnaires qui contrôlaient l'accès aux contrats pétroliers équatoriens. Leurs sociétés offshore, **Energy Intelligence & Consulting Corp.** et **Oil Intelligence Corp.**, toutes deux enregistrées aux **Îles Vierges britanniques**, ont signé plusieurs « contrats de services » avec Gunvor Singapore. Entre **janvier 2013 et janvier 2020**, ces entités ont reçu **91,8 millions USD** de Gunvor, soi-disant pour faciliter les contrats pétroliers, alors qu'en réalité, une partie de ces fonds servait à corrompre des fonctionnaires équatoriens.

Il convient de noter qu'**Energy Intelligence & Consulting Corp. détenait un compte chez UBS à Zurich**. Entre **janvier 2013 et août 2014**, Gunvor Singapore a transféré près de **11 millions USD** sur ce compte **UBS en vingt-trois transactions**. Une partie de ces fonds a ensuite été acheminée via des structures

⁵⁰https://www.bankingonclimatechaos.org/wp-content/uploads/2025/06/Methodology_FAQ_Banking_on_Climate_Chaos_2025.pdf

⁵¹ Amazon Watch & partners. (2021). Banking on Amazon destruction: European banks and the climate, nature and human rights impacts of forest-risk finance. <https://amazonwatch.org/assets/files/2021-banking-on-amazon-destruction.pdf>

offshore vers des hauts fonctionnaires de Petroecuador, notamment des paiements totalisant **562 000 dollars américains** à un haut fonctionnaire et des virements supplémentaires à son épouse.⁵²

- **PetroAmazonas/Petroecuador (entreprises pétrolières étatiques, 2019):**

Les portefeuilles obligataires mentionnés ci-dessus illustrent une lacune importante dans les politiques de durabilité des banques : alors que des restrictions ont été introduites en matière de financement du commerce, l'exposition des investissements via les obligations souveraines et quasi-souveraines reste largement ignorée. Les obligations souveraines constituent **le principal moyen utilisé par les compagnies pétrolières nationales pour lever des capitaux afin d'accroître leur production**, et ces obligations sont souvent regroupées dans des fonds négociés en bourse (ETF) des marchés émergents, ce qui permet aux banques et à leurs clients d'y être exposés indirectement. En conséquence, les banques peuvent continuer à financer l'extraction pétrolière en Amazonie par le biais de canaux d'investissement, même si elles restreignent le financement direct du commerce. Si les banques souhaitent sérieusement appliquer leurs cadres ESR en Amazonie, elles devront s'attaquer à cette **lacune structurelle** et clarifier si – et dans quelles conditions – les investissements dans des obligations souveraines liées aux compagnies pétrolières nationales peuvent être considérés comme compatibles avec leurs engagements en matière de finance durable. UBS enfreint très probablement sa propre politique de gestion des risques avec ses décisions d'investissement et de financement.⁵³

Plus d'informations sur les entreprises pétrolières étatiques:

- **Ecopetrol (Colombie, 2019):** En **2019**, l'ancien **PDG d'Ecopetrol**, la compagnie pétrolière publique colombienne, a été inculpé pour mauvaise gestion et fraude. Le **PDG Javier Gutiérrez** et d'autres cadres sont soupçonnés de corruption avec Reficar, la raffinerie de pétrole d'Ecopetrol, qui a causé **2 milliards USD de pertes**. Gutiérrez est soupçonné d'avoir permis à l'entreprise de construction américaine CB&I de pratiquer des tarifs excessifs en échange de pots-de-vin.⁵⁴ Ecopetrol S.A. est l'opérateur de huit blocs pétroliers dans l'Amazonie colombienne, comprenant également plusieurs réserves autochtones.
- **Petrobras** exploite plusieurs blocs dans le bassin pétrolier de Solimões au Brésil qui chevauchent des paysages forestiers intacts et des forêts primaires. Elle possède également deux blocs dans le bassin pétrolier d'Amazonas qui chevauchent des paysages forestiers intacts.
- En **octobre 2025**, UBS a participé à la souscription d'une émission obligataire de Petrobras d'un montant de **2 milliards USD** - avançant elle-même **333 million USD** elle-même, peu avant que Petrobras n'obtienne l'autorisation de forer à près de 3 000 mètres de profondeur dans la zone équatoriale amazonienne, particulièrement sensible. Ce projet en eaux ultra-profondes menace les **territoires autochtones et les côtes régionales**, créant un précédent pour une expansion à grande échelle le

⁵²<https://www.publiceye.ch/en/topics/commodities/a-predator-called-gunvor-in-the-amazon/ecuador-how-gunvor-initiated-a-decade-of-corruption>

⁵³<https://www.heidi.news/monde/ubs-ignore-ses-propres-engagements-environnementaux-et-finance-des-forages-au-large-de-l-amazonie>

⁵⁴ Amazon Watch & partners. (2021). Banking on Amazon destruction: European banks and the climate, nature and human rights impacts of forest-risk finance. <https://amazonwatch.org/assets/files/2021-banking-on-amazon-destruction.pdf>

long de l'estuaire amazonien, Chevron, ExxonMobil et CNPC ayant depuis obtenu des droits d'exploration.⁵⁵

- **PetroAmazonas/Petroecuador** développe la production pétrolière dans le parc national Yasuní, une aire protégée de catégorie II de l'IUCN qui fait partie du plus grand site Ramsar d'Équateur. Elle exploite également les blocs Vinita, Eden-Yuturi, ApaikaNenke, ITT, 58 et 75, Yuralpa, Palo Azul et Lumbaqui, qui chevauchent presque entièrement des paysages forestiers intacts et empiètent largement sur des forêts protégées, des réserves autochtones et des peuples isolés. La société exploite également le bloc Limoncocha/Indillana, qui comprend des champs pétrolifères et des puits de forage chevauchant la Reserva Biológica Limoncocha, un site Ramsar depuis 1998 (d'importance internationale au titre de la Convention de Ramsar).
- **PetroPerú** exploite le bloc 116, qui chevauche presque entièrement un paysage forestier intact et, dans une large mesure, une forêt protégée dans le bassin du Marañón au Pérou. La majeure partie du bloc se trouve également sur des territoires autochtones.
- **PetroChina** commercialise le pétrole amazonien provenant de l'Équateur. Elle a récemment remporté un appel d'offres de 2,16 millions de barils lancé par Petroecuador pour du pétrole brut Oriente provenant de l'Amazonie. Sa société mère, la Chinese National Petroleum Company (CNPC), est l'actionnaire majoritaire d'Andes Petroleum et de PetroOriental, qui exploitent trois blocs en Équateur (blocs 62, 79 et 83) qui chevauchent des paysages forestiers intacts, des forêts primaires et/ou des territoires autochtones. Le bloc 83 chevauche également le parc national Yasuní. CNPC est également un entrepreneur en forage pour PetroAmazonas sur le bloc 43, situé dans des paysages forestiers intacts et sur le territoire autochtone du parc national Yasuní. UBS détient **45 millions USD en obligations dans PetroChina**.

- **TotalEnergies (2013-2016) – Entre 2013 et 2016**, Credit Suisse a accordé plus de **2 milliards USD** de prêts à des entreprises publiques mozambicaines, dans le cadre du tristement célèbre scandale des « **tuna bonds** » ou dette cachée. Ces **prêts**, destinés à des projets maritimes tels qu'une flotte de pêche au thon (officiellement) ainsi que des chantiers navals et de la surveillance côtière (officieusement), ont été largement détournés, l'**ancien ministre des Finances mozambicain Manuel Chang**, une personnalité politiquement exposée (PPE), ayant reçu environ **7 millions USD** en pots-de-vin.⁵⁶ Credit Suisse a dû faire face à plus de **547 millions USD** d'amendes coordonnées par les États-Unis et le Royaume-Uni pour fraude et corruption, et plusieurs banquiers ont plaidé coupables à des accusations criminelles liées à des pots-de-vin et au blanchiment d'argent⁵⁷. Lorsqu'il a été révélé en **2016**, ce scandale a déclenché une **crise économique au Mozambique** : le FMI et les bailleurs de fonds internationaux ont suspendu leur soutien budgétaire, la monnaie nationale s'est effondrée, l'inflation a grimpé en flèche et les dépenses publiques consacrées aux services sociaux et à la sécurité ont été fortement réduites. Cette

⁵⁵<https://www.heidi.news/monde/ubs-ignore-ses-propres-engagements-environnementaux-et-finance-des-forages-au-large-de-l-amazonie>

⁵⁶<https://www.occrp.org/en/news/ex-mozambique-finance-minister-sentenced-in-2b-tuna-bonds-fraud-scheme>

⁵⁷<https://www.justice.gov/usao-edny/pr/credit-suisse-resolves-fraudulent-mozambique-loan-case-547-million-coordinated-global>

érosion brutale des capacités de l'État et de la confiance du public a affaibli la gouvernance dans des régions déjà fragiles, en particulier dans le nord du pays.⁵⁸

Comme mentionné dans la première section, à partir de 2017, Cabo Delgado a connu une escalade rapide de la violence insurgée, alimentée par l'exclusion socio-économique, la faible présence de l'État et les griefs liés au secteur émergent du GNL. La capacité limitée de l'État à assurer la sécurité et les services publics a contribué à la militarisation de la région, à des violations généralisées des droits humains et à des déplacements de population à grande échelle, **augmentant considérablement les risques opérationnels, juridiques et de réputation** pour les projets gaziers. Après l'acquisition de Credit Suisse par UBS en 2023, le **Bureau du procureur général Suisse** a inculpé un ancien responsable de la conformité pour blanchiment d'argent et a tenu Credit Suisse et UBS **pénallement responsables de défaillances organisationnelles** qui auraient permis des **transferts suspects liés au scandale en vertu du droit suisse**.⁵⁹ UBS a également conclu un accord avec le Mozambique en 2023 afin de régler des litiges hérités du passé. Cette affaire met en évidence à la fois le rôle central des PPE dans la corruption mais aussi **l'échec des contrôles de gouvernance et de conformité bancaires dans la facilitation des transferts illicites**, ainsi que **la manière dont cela peut se traduire par un effondrement macroéconomique**, une fragilité de l'État et, en fin de compte, une intensification des conflits et des risques au niveau des projets dans des régions extractives. Comme mentionné dans notre première section, l'exposition financière des filiales étrangères d'UBS aux entreprises actives dans cette région représente un risque supplémentaire important pour la réputation de la banque.

Plus d'informations sur les personnes politiquement exposées (PPE):

- **Ancien président yéménite Ali Abdallah Saleh - Yémen (2024):**

En 2004, Ali Abdallah Saleh a ouvert un compte auprès d'UBS sous le nom de **Wild Horse Investment Inc.**. Au moins 25 personnes liées à lui - dont ses épouses, ses enfants et ses petits-enfants - détenaient également des comptes dans la banque. Une transaction clé a eu lieu en 2009, lorsque plus de **10 millions de dollars américains** ont été transférés par le **sultan d'Oman** à Saleh. Les fonds ont été déposés chez UBS à Zurich par le fils de Saleh, puis redistribués sur plusieurs comptes UBS détenus par des membres de la famille. Cette opération a déclenché des alertes internes de conformité. Toutefois, des employés d'UBS ont choisi de ne pas signaler le cas à l'autorité suisse de lutte contre le blanchiment d'argent (**MROS**), se contentant d'enregistrer une justification interne selon laquelle il serait courant que des dirigeants arabes fortunés accordent de tels « cadeaux » à des homologues plus pauvres - une explication que le **Département fédéral des finances (DFF)** a par la suite jugée peu convaincante et inadéquate. En 2011, dans le contexte du Printemps arabe et de l'aggravation de l'instabilité politique au Yémen, les examens internes d'UBS ont généré **5 438 alertes de conformité** liées à Saleh. La banque a alors fermé la majorité des comptes de la famille, sans pour autant en informer les

⁵⁸ <https://www.occrp.org/en/news/mozambique-charges-18-in-tuna-bonds-scandal>

⁵⁹ https://www.bundesanwaltschaft.ch/en/news/4gw8CbcWrf9y9WTv8r_Up

autorités suisses. Selon le DFF, UBS n'aurait pas dû mettre fin à la relation bancaire sans procéder à un signalement, car cette démarche a empêché les autorités de potentiellement geler et confisquer des avoirs soupçonnés d'être liés à des faits de corruption.⁶⁰

- **Joseph Kabila - RDC (2022):** Dans cette affaire, deux transactions clés sont mises en évidence. En 2012, **Philippe de Moerloose** a reçu **7 millions de dollars américains** sur un compte UBS à Zurich détenu par une société offshore. Les fonds étaient officiellement liés à l'achat de matériel agricole auprès d'une entreprise contrôlée par le clan Kabila, mais les enquêteurs en retracent l'origine à des pots-de-vin qui auraient été versés par des entreprises chinoises à des responsables congolais dans le cadre de contrats miniers. En 2013, Philippe de Moerloose a reçu **12 millions de dollars américains supplémentaires** via UBS Genève pour la vente d'un immeuble à Kinshasa, acquis par une société écran liée à la famille Kabila. Ces fonds proviendraient d'un système de prêts non réglementé impliquant la **Banque centrale du Congo**, susceptible de constituer un détournement de fonds publics. **Public Eye** et ses partenaires ont appelé le ministère public suisse à ouvrir une enquête pénale. Le **Ministère public de la Confédération (MPC)** a confirmé avoir reçu la plainte et indiqué qu'il examinerait s'il existait des soupçons suffisants pour engager des poursuites. Des démarches judiciaires similaires ont déjà été engagées à l'étranger : en France, le parquet a ouvert une enquête préliminaire pour blanchiment aggravé de fonds publics détournés, et en Belgique, les autorités ont perquisitionné le domicile de Philippe de Moerloose dans le cadre d'une enquête portant sur des soupçons de corruption d'agents publics étrangers.⁶¹
- **Sur les personnes politiquement exposées (PEP) dans le scandale Petrobras:** L'un des procureurs brésiliens impliqués dans le scandale Petrobras, qui représente plusieurs groupes brésiliens, rappelle que les banques ont le droit d'accepter des **personnes politiquement exposées (PEP)** comme clientes. « *La question est de savoir à partir de quel moment elles doivent s'inquiéter de l'arrivée de montants importants versés de manière sporadique* », explique-t-il, « *en particulier lorsque ces montants ne sont pas cohérents avec les revenus normaux de ces PEP* », qu'il s'agisse d'élus ou de fonctionnaires. Un avocat genevois estime pour sa part que le système est tout simplement hypocrite : « *Tant qu'il n'y a rien dans la presse, les banques ont tendance à ne pas dénoncer leurs clients alors qu'elles ont bien souvent conscience d'un problème.* » « *Les autorités, de leur côté, semblent se satisfaire d'un signalement de dernière minute, comme si cela valait mieux que rien.* » Un autre confrère déplore le manque de fermeté du **Ministère public de la Confédération (MPC)** à l'égard des banques. Selon lui, cinq ou six établissements devraient faire

⁶⁰<https://www.rts.ch/info/economie/2024/article/ubs-a-aide-l-ex-president-du-yemen-a-dissimuler-des-millions-de-francs-28526851.html><https://www.swissinfo.ch/eng/banking-fintech/ubs-fined-chf50000-on-suspicion-of-money-laundering-negligence/79128615>

⁶¹<https://www.swissinfo.ch/eng/business/ubs-accused-of-role-in-embezzling-congoese-millions/47737996>,
<https://www.publiceye.ch/en/media-corner/press-releases/detail/dubious-transactions-involving-kabillas-clan-and-ubs-a-criminal-complaint-filed-in-switzerland>

l'objet de procédures judiciaires dans cette affaire. « *Les autorités n'appliquent pas les dispositions anti-blanchiment pourtant prévues par la loi* », souligne-t-il, « *si bien qu'à ce jour, aucune banque ni aucun banquier n'ont été formellement mis en prévention.* »⁶²

⁶² <https://www.letemps.ch/economie/finance/laffaire-petrobras-revele-manquements-banques-suisses>